

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Cryptomonnaies

Kraken abandonne le Japon

Dernière séquelle des turbulences qui secouent le marché mondial des cryptomonnaies, la plateforme d'échanges Kraken a décidé de cesser ses opérations au Japon dès le 31 janvier. Citant ... • (Page 06)

Russie

« 2022 s'est avérée très, très difficile » pour le patron du géant russe Gazprom

Le champ gazier de Kovykta a été mis en service le 21 décembre lors d'une cérémonie à laquelle ont participé en ... • (Page 06)

En visite à la Zone industrielle de Glo-Djigbé

• (Page 03) **Connectivité au Bénin**

« L'avenir du pays est déjà proche », dixit Lionel Zinsou

« Nous devons travailler à développer des services abordables pour les populations »

L'internet s'avère l'une des denrées importantes pour le développement. Le Bénin sur ce chemin fournit ... • (Page 10)

Relèvement du SMIG

Le décret qui consacre la bonification les sanctions pour contravention

Le gouvernement a joint l'acte à la parole. Le décret qui consacre le relèvement du ... • (Page 02)

Eglise Catholique romaine

Décès de Benoît XVI, pape Emérite à 95 ans

Benoît XVI, pape émérite de l'Eglise Catholique romaine, le 265^e est mort le samedi 31 décembre 2022 à l'âge de 95 ans. Le pape avait dirigé l'Eglise catholique ... • (Page 11)

Club saoudien d'Al-Nassr

En Arabie saoudite, la « Ronaldomania » a débuté

Les ventes de maillots s'envolent et le nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux du club a explosé en quelques heures ... • (Page 11)



Marché boursier régional

• (Page 04)

Orange Côte-d'Ivoire signe son entrée à la BRVM



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

Relèvement qui SMIG au Bénin

La bonification des salaires, les sanctions actées par décret

Le gouvernement a joint l'acte à la parole. Le décret qui consacre le relèvement du SMIG a été rendu public. Signé le 07 Décembre 2022 par le chef de l'Etat, Patrice Talon le décret n° 2022-692 évoque également les sanctions auxquelles s'expose tout contrevenant. Retrouvez-ici l'intégralité dudit décret.

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
Fraternité-Justice-Travail

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRET N° 2022 - 692 DU 07 DECEMBRE 2022
portant relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

Vu la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
vu la loi n° 98-004 du 27 janvier 1998 portant Code du travail en République du Bénin ;
vu la loi n° 2017-05 du 29 août 2017 fixant les conditions et la procédure d'embauche, de placement de la main-d'œuvre et de résiliation de contrat de travail en République du Bénin ;
vu la décision portant proclamation, le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;
vu le décret n° 2021-257 du 25 mai 2021 portant composition du Gouvernement ;
vu le décret n° 2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des ministères, tel que modifié par le décret n° 2022-476 du 03 août 2022 ;
vu le décret n° 2021-562 du 03 novembre 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Travail et de la Fonction Publique, tel que modifié par le décret n° 2022-661 du 23 novembre 2022 ;
sur proposition du Ministre du Travail et de la Fonction Publique après avis de la Commission nationale de Concertation, de Consultation et de Négociations collectives,
le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 07 décembre 2022,

DÉCRÈTE

Article premier
Le Salaire minimum interprofessionnel garanti est relevé de quarante mille (40 000) francs CFA à cinquante-deux mille (52 000) francs CFA, soit une augmentation de 30% pour compter du 1^{er} janvier 2023.

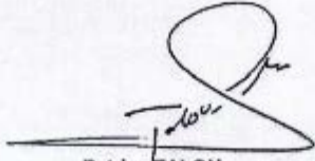
Article 2
Toute infraction aux dispositions du présent décret expose l'employeur au paiement d'une amende, conformément aux dispositions de l'article 309 de la loi n° 98-004 du 27 janvier 1998 portant Code du travail en République du Bénin.

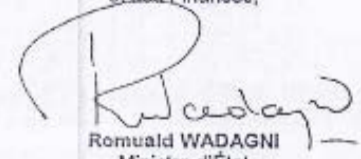
Article 3
Le Ministre du Travail et de la Fonction Publique, le Ministre de l'Économie et des Finances et le Gardien des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

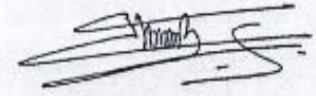
Article 4
Le présent décret, qui prend effet pour compter du 1^{er} janvier 2023, abroge les dispositions du décret n° 2014-292 du 24 avril 2014 portant relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti ainsi que toutes autres dispositions antérieures contraires.
Il sera publié au Journal officiel.

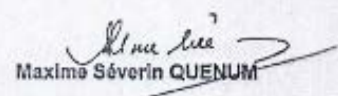
Fait à Cotonou, le 07 décembre 2022

Par le Président de la République,
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,


Patrice TALON.

Le Ministre de l'Économie et des Finances,

Romuald WADAGNI
Ministre d'État

Le Ministre du Travail et de la Fonction Publique,

Adidjatou A. MATHYS

Le Gardien des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation,

Maxima Séverin QUENUM

AMPLIATIONS : PR 6 ; AN 4 ; CC 2 ; CS 2 ; C.COM 2 ; CES 2 ; HAAC 2 ; HCU 2 ; MEF 2 ; MTFP 2 ; MJL 2 ; AUTRES MINISTÈRES 20 ; SOG 4 ; JORS 1.

AUX DÉCIDEURS...

Période de vache à lait !

Les élections sont une période au cours de laquelle, les ressources financières des acteurs politiques sont très sollicitées. Outre les acteurs politiques, les institutions étatiques impliquées dans l'organisation des élections font face elles aussi à des dépenses électorales. C'est d'ailleurs pour cette raison que la loi de finances prévoit dans le budget général de l'Etat de l'année électorale les dépenses liées à l'organisation des élections. Grosso modo, le budget prévoit les frais d'entretien des agents électoraux, des fonctionnaires en mission dans le cadre des élections. Ce budget prévoit surtout les ressources pour l'acquisition du matériel sensible, de l'impression du bulletin unique, en un mot de toute la logistique nécessaire à l'accomplissement des opérations électorales. Il s'ensuit, pour le contexte béninois, que la Cena (Commission électorale nationale autonome) devient une vache à traire par de nombreux et divers prestataires de service : bailleurs de véhicules, imprimeurs, fournisseurs de divers matériels. Les clients de la Cena tirent profit de leurs prestations pendant la période électorale. En connaissance de cause, les ressources additionnelles allouées à la Cena à la veille des élections se chiffrent à plus de 5 milliards de francs CFA.

Quant aux acteurs politiques, ils sont appelés à faire de la propagande ou du marketing politique. Cela se traduit par l'organisation de la campagne électorale en deux volets : la campagne médiatique et l'occupation du terrain à travers les meetings grand public ou les réunions politiques. La campagne médiatique ouvre la voie à la signature de contrats avec les organes de presse, la confection de visuels suivie d'impression et les contrats avec les régies publicitaires. Les organes de presse, les graphistes, les spécialistes de prise de vues, les agences de communication et les régies publicitaires tirent grand profit de la période couverte par les élections. A l'occasion de l'occupation, les organisations politiques louent des cadres appropriés à la tenue de grandes réunions politiques. Les bailleurs de ces lieux n'attendent que la période des élections pour faire monter les enchères. A défaut d'enclos, les partis politiques doivent louer des bâches, des chaises, solliciter les services d'un spécialiste de son pour assurer la sonorisation. Les stations-services (pour la vente de carburant), les agences de tourisme (pour location de voitures) et les hôteliers (offrir des chambres d'hôtel) font de bons chiffres d'affaires au cours de la même période.

Pour en arriver à ces étapes ultimes de la compétition électorale, les partis politiques désireux de prendre part à une élection, sont légalement tenus de contribuer au financement des dépenses électorales. Cela se traduit par le paiement de cautionnement et de divers impôts. En prévoyant un plafond de 30 millions de francs pour les dépenses de chaque candidat à l'élection législative, il faut multiplier ce montant au moins par le nombre de candidats titulaires sur toutes les listes. Avec les 7 partis politiques en lice, on dénombre 763 candidats autorisés à dépenser 30.000.000F CFA chacun soit 22.890.000.000F CFA pour les 763 candidats. C'est dire qu'une quantité importante d'argent sera injectée dans l'économie durant la période électorale. Les entreprises dont les activités permettent d'être prestataires de service pour la Cena ou pour les partis politiques s'en sortiront à bon compte.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Notation : Oragroup S.A conserve encore sa note A décernée par Bloomfield

Au terme de sa notation couvrant la période juillet 2022 à juin 2023, Oragroup S.A, une holding à participation financière présente dans 12 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, conserve sa note de long terme A avec une perspective stable que lui avait décernée il y a un an Bloomfield Investment Corporation basée à Abidjan. L'agence de notation lui a également, comme l'année précédente, décerné la même note de court terme A1- avec une perspective stable. Sur le long terme, Bloomfield justifie la note par « la qualité de crédit élevée » de Oragroup.

En visite à la Zone industrielle de Glo-Djigbé

« L'avenir du pays n'est pas dans 20 ans, il est déjà proche », dixit Lionel Zinsou

Afro-optimiste bon teint, le franco-béninois Lionel Zinsou qui, partout au monde, défend avec fierté l'Afrique, s'est rendu, jeudi 29 décembre 2022, sur le site de la Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè (GDIZ). Organisée par l'équipe de la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin), cette descente s'inscrit dans le cadre de la promotion de la Zone.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Le modèle de développement que se construit le Bénin avec la Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè (GDIZ), ne manque d'impressionner les décideurs à tous les niveaux. C'est le cas de l'ancien Premier ministre du Bénin, Lionel Zinsou qui a investi, jeudi 29 décembre, le site de la zone industrielle intégrée installée sur 1640 hectares (ha). « C'est un niveau d'investissement qu'on n'a jamais vu en Afrique de l'Ouest », a clamé le franco-béninois en prélude à l'introduction de l'équipe de la SIPI-Bénin. Cette visite suivie de séance de travail déroulée en question-réponses, a été l'occasion pour l'économiste et banquier d'affaires

de mieux s'approprier la vision, le concept de la GDIZ et surtout de partager avec les équipes en charge de l'aménagement et de la gestion du site, les défis et exigences du marché international quant à la qualité des produits, notamment bio. S'inscrivant dans la dynamique de mobiliser les compétences nécessaires, notamment la diaspora autour de ce projet qui trace le sillon de l'économie béninoise, le DG SIPI-Bénin a expliqué que l'objectif de cette visite est d'amener l'ancien ministre Lionel Zinsou à être l'ambassadeur de la GDIZ auprès des investisseurs français et d'ailleurs, afin d'accélérer l'industrialisation du Bénin avec la mise en place des 32 usines de textiles intégrées. « Avec vous, nous estimons



atteindre plus facilement cet objectif », a indiqué le DG SIPI-BÉNIN, Létondji Béhéton à l'ancien Premier ministre Lionel Zinsou.

Détaillant qu'un investissement de plus de 260 millions d'euros a déjà été fait dans la zone, il va préciser :

« Nous voulons produire non seulement pour exporter mais pour substituer les importations ». Au terme de la visite des différentes installations, le PM Lionel

Zinsou n'a pas manqué de dire sa satisfaction quant au modèle de développement en cours au Bénin. « Très impressionné parce que les choses sont allées vite, très impressionné parce que c'est une coopération absolument fascinante. Il y a une participation africaine très importante. Mais ce qui me frappe le plus, c'est la main-d'œuvre.

En visitant ce centre de formation, ce qui m'a rempli de fierté, c'est d'entendre qu'en 6 mois de formation, on allait vite que d'autres pays en trois ans. Les emplois dépendent de la qualification. C'est cet aspect de capital humain qui me frappe le plus. », va-t-il témoigner avant de rassurer de sa disponibilité à travailler à son éclosion.



Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics
Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics

Marché boursier régional

Orange Côte-d'Ivoire signe son entrée à la BRVM

(1 431,23 milliards FCFA, un record de capitalisation à l'introduction)

Dans un contexte de rareté d'introduction au marché boursier en Afrique, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a admis à sa cote vendredi 30 décembre 2022, Orange Côte d'Ivoire. Dernière de l'année 2022, cette introduction dont la capitalisation est d'une valeur de 1 431,23 milliards FCFA est un record depuis la création de la BRVM.

• Falco Vignon

Au-delà d'être riche en innovations, l'année 2022, aura permis à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) de renforcer son palmarès en matière d'introduction en bourse. En effet, après la clôture par anticipation de son Offre Publique de Vente (OPV) d'actions pour un montant de 140,982 milliards de FCFA, lancée sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA du 05 au 19 décembre 2022, ORANGE Côte d'Ivoire a fait son entrée, vendredi 30 décembre 2022, au Compartiment des actions de la BRVM avec 1 538,19 milliards de FCFA, un cours au premier fixing de 10 210 FCFA, portant à l'ouverture, la capitalisation boursière du marché actions à 7 487,051 milliards de FCFA. Intervenant



• Le DG de la BRVM, Edoh Kossi Amenounvé

dans un contexte de rareté d'admission à la bourse en Afrique, cette cotation de la société ivoirienne à la BRVM porte à cinq (05) le nombre d'introduction en bourse en Afrique en 2022 (Macro Group, sur la Bourse d'Egypte en février

; la Société Tunisienne d'Automobiles (STA), sur la Bourse de Tunis en mars ; Miwa Sugar Ltd, sur la Bourse de Maurice en novembre ; et plus récemment, Akdital sur la Bourse de Casablanca à la mi-décembre). Ce, contre 8 introductions

en bourse réalisées en Afrique en 2021. A l'occasion de cette dernière cotation de l'année 2022 qui s'est déroulée sous la présidence du ministre de l'économie et des finances de Côte d'Ivoire, Adama Coulibaly, le DG de la BRVM,

Edoh Kossi Amenounvé, n'a pas manqué d'adresser ses « remerciements aux dirigeants d'Orange Côte d'Ivoire pour leur coopération efficace, aux SGI qui ont assuré le succès de l'opération ainsi qu'aux investisseurs institutionnels et aux milliers de particuliers qui y ont participé pour leur confiance » en la BRVM. « Il n'y a pas d'évènement plus heureux pour une bourse que la cotation d'une nouvelle entreprise...

L'admission à la cote de la BRVM d'Orange Côte d'Ivoire ce 30 décembre 2022, vient porter à 35 le nombre total de sociétés ivoiriennes et à 3 celles issues des télécommunications, cotées sur notre marché financier. Ce sera, dès la cotation, la deuxième capitalisation boursière de la BRVM avec une valorisation de plus de 1400

milliards de FCFA. Orange Côte d'Ivoire rentre ainsi dans le club privilégié des entreprises qui ont décidé d'adopter les meilleurs standards de gouvernance, de transparence, et de publication d'informations financières de qualité et de se soumettre au jugement des investisseurs. », a-t-il exprimé. Cette nouvelle introduction est, à n'en point douter, le fruit des réformes novatrices mises en place par le Dr Edoh Kossi Amenounvé pour rendre compétitive le marché boursier régional. A noter qu'au cours des 5 dernières années, au niveau mondial, les bourses ont enregistré 7 855 IPO pour 1 570 milliards de dollars mobilisés et parmi elles, seuls 71 IPO ont été réalisées en Afrique pour environ 8,1 milliards de dollars.



Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international

Instabilité du marché de l'énergie

Le FMI appelle les producteurs africains à créer des réserves budgétaires

Avec les variations qu'ont connues les marchés énergétiques cette année, les pays pétroliers doivent rapidement mettre en place des boucliers pour continuer de monétiser leurs ressources en réduisant les risques pour leurs économies.

Dans un communiqué publié sur son site mercredi 21 décembre, le Fonds monétaire international (FMI) a appelé les pays africains producteurs d'or noir à revoir leurs politiques budgétaires et fiscales pour se protéger des instabilités du marché de l'énergie.

L'institution financière préconise la mise en place urgente de réserves budgétaires comme moyen d'anticiper les fluctuations futures des cours de l'énergie. Une politique qui devrait leur permettre de limiter les risques d'endettement et de protéger, dans une certaine mesure, leurs économies fortement dépendantes de la rente pétrolière.

Cet appel intervient dans un contexte où ces pays subissent de plein fouet les

importantes variations des cours du brut qui, ces deux dernières années, ont oscillé entre 23 et 120 dollars le baril, en moyenne.

Ces écarts significatifs de prix, qui rendent imprévisibles les retombées de la monétisation des ressources pétrolières, ont poussé plusieurs pays, d'Afrique subsaharienne notamment, à recourir massivement au service de la dette limitant ainsi leurs perspectives de croissance.

«En fait, les fonds souverains d'Afrique subsaharienne ne détiennent que 1,8 % du produit intérieur brut, contre 72 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce qui oblige les pays à emprunter ou à retirer des actifs financiers lorsque les prix du pétrole chutent», indique le FMI.

Le Fonds note par ailleurs, que si comme leurs homologues d'Afrique du Nord, ces pays s'étaient constitués «suffisamment» de réserves

financières sur l'exploitation de leurs gisements pétroliers, ils auraient réduit l'impact des changements soutenus de cours et enregistré un taux de croissance plus rapide par rapport aux pays n'exploitant pas de ressource naturelle.

La situation pourrait s'aggraver, à moyen et long terme, si rien n'est fait. Ceci, compte tenu des exigences de la transition énergétique et de la réduction progressive des revenus pétroliers appelés à baisser d'un quart d'ici 2023 et de moitié d'ici 2050.

«La constitution de réserves dès maintenant aiderait les exportateurs de pétrole de la région [subsaharienne, Ndlr] à mener à bien la transition vers des énergies propres tout en gérant les fluctuations des prix du pétrole», souligne le FMI. Concrètement, «les exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne devraient viser des tampons d'environ 5 à 10 % du produit intérieur brut pour gérer les grandes fluctuations des prix du pétrole». Pour y arriver, ils devront réaliser sur une période de 10 ans, «des excédents budgétaires» d'au moins 1 %, chaque année.

Agence Ecofin

Elections législatives de janvier 2023

Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur de la République invite à la paix.



REPUBLIQUE DU BENIN
LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Porto-Novo, le

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'imminence des élections législatives de janvier 2023 suscite déjà une mobilisation générale dans tous les états-majors des partis politiques.

Le Médiateur de la République, dans sa mission de quête de la paix, saisit l'occasion pour rappeler à chaque béninoise et à chaque béninois la nécessité d'œuvrer au renforcement de la cohésion nationale en évitant tout ce qui peut faire basculer notre pays dans la violence.

Il en appelle, en outre, au patriotisme et au civisme de tout le peuple béninois, pour l'atteinte de l'objectif « zéro violence avant, pendant et après les élections législatives de janvier 2023 ».

Fait à Porto-Novo, le lundi 26 septembre 2022



Pascal ESSOU

Médiateur de la République

01 BP : 1501 PORTO-NOVO / Tél. : (+229) 20 21 20 22 - Fax : (+229) 20 21 49 09 - www.lemediateurdubenin.org



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal
des décideurs**

Russie**« 2022 s'est avérée très, très difficile »
pour le patron du géant russe Gazprom**

Le champ gazier de Kovykta a été mis en service le 21 décembre lors d'une cérémonie à laquelle ont participé en ligne le président russe Poutine et le président du comité de gestion de Gazprom, Alexeï Miller. — Gazprom/TASS/Sipa USA/SIPA « Je tiens à souligner tout de suite que 2022, bien sûr, s'est avérée très, très difficile ». Ces mots ont été prononcés par le patron du géant gazier russe Gazprom, Alexeï Miller, mercredi lors d'une conférence de presse. Marquée par un changement de stratégie important, les exportations se tournant vers l'Asie en pleine crise entre Moscou et les Occidentaux, la firme a vécu « des changements radicaux sur les marchés de l'énergie », explique l'oligarque russe. Ces derniers ont été entraînés par les conséquences des sanctions internationales contre Moscou en représailles de son intervention militaire chez son voisin ukrainien.



via Gazprom, le premier exportateur mondial de gaz et le premier fournisseur de gaz de l'Union européenne, mais les 27 pays membres de l'UE ont depuis largement réduit leurs importations, à hauteur de moins de 10 % de tout leur gaz importé, selon Bruxelles. Sur l'ensemble de l'année 2022, Gazprom, détenu majoritairement par l'Etat russe, « a extrait 412,6 milliards de mètres cubes de gaz », dont un peu plus de 100 milliards de m³ destinés à l'export, a indiqué Alexeï Miller. C'est un niveau plus faible qu'en 2021. Dans un communiqué publié le 1er décembre, Gazprom avait annoncé avoir extrait « 376,9 milliards de m³ de gaz » entre janvier et novembre 2022,

soit près de 20 % de moins que sur la même période de l'année précédente.

Les exportations vers les pays hors-CEI (la Communauté des Etats indépendants, qui rassemble plusieurs pays de l'ex-URSS) ont également baissé de 44,5 % par rapport à la même période en 2021, à 95,2 milliards de m³. Alexeï Miller s'est par ailleurs réjoui mercredi de l'inauguration le 21 décembre du champ gazier de Kovykta, un vaste gisement situé en Sibérie qui doit permettre d'augmenter sensiblement les exportations vers la Chine et acté le passage à l'Est de l'économie russe.

20 minutes

Baisse des**exportations de gaz**

En 2021, la Russie était,

Cryptomonnaies**Kraken abandonne le Japon**

Dernière séquelle des turbulences qui secouent le marché mondial des cryptomonnaies, la plateforme d'échanges Kraken a décidé de cesser ses opérations au Japon dès le 31 janvier. Citant dans une publication de blog mercredi, "les conditions actuelles du marché au Japon, associées à un marché mondial de la cryptographie faible", Kraken ne va plus desservir les clients au Japon à travers la plateforme Payward Asia. Ces clients sont invités à retirer leurs avoirs soit vers un

portefeuille externe, soit en les liquidant et les transférant en yens sur un compte en banque. La possibilité de dépôts sur les comptes cryptos sera suspendue dès le 9 janvier. Cette décision de se retirer du marché japonais "fait partie des efforts de Kraken pour mettre la priorité sur les ressources et les investissements dans des domaines mieux alignés sur (leur) stratégie et qui positionneront mieux Kraken pour un succès à long terme", dit la société. Kraken est une des plus grandes plateformes mon-

diales d'échanges de cryptoactifs après Binance et Coinbase. Elle gère quelque 438 millions de dollars de volume de transactions, selon les données de CoinMarketCap. Il y a un mois, elle avait déjà annoncé une réduction de 30% de ses effectifs, soit quelque 1.100 employés. Ces réductions d'activités interviennent alors que la confiance dans le potentiel des cryptoactifs, qui ont chuté fortement, est au plus bas depuis la déconfiture éclair de la plateforme FTX.

Externe

Sécurité**Thales ouvre au Maroc un centre nearshore de cybersécurité pour les clients internationaux**

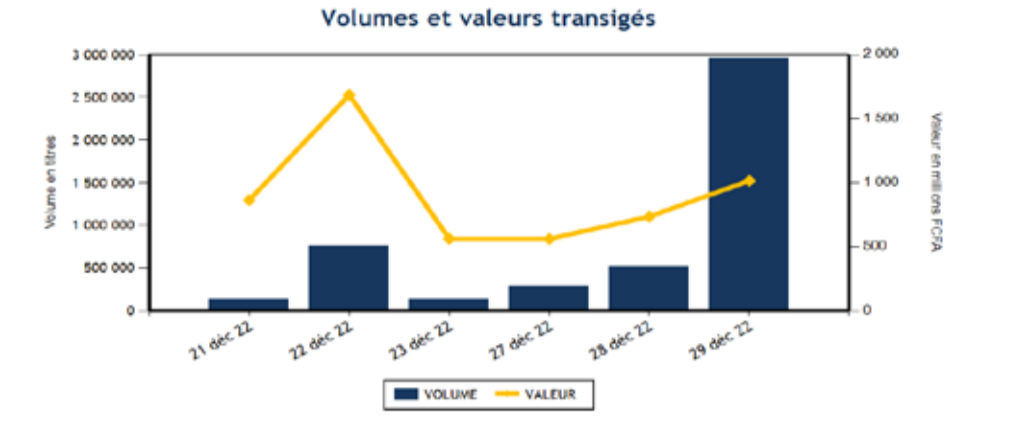
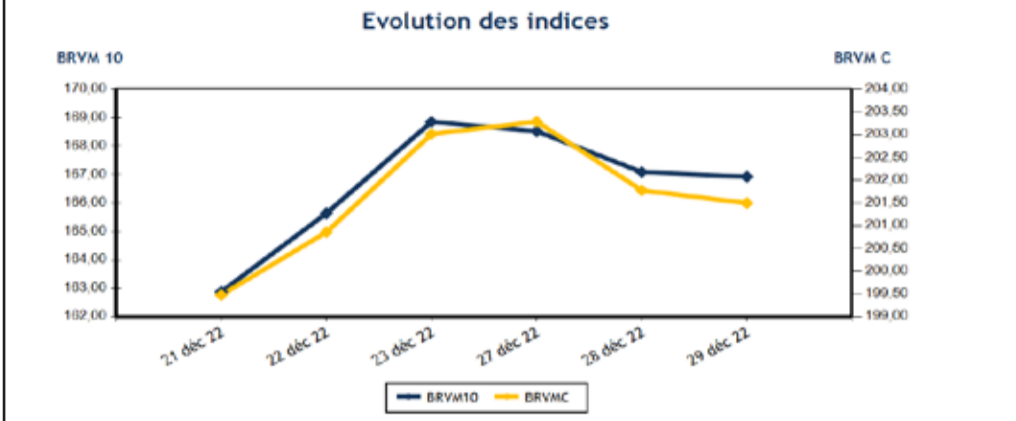
L'outsourcing est un secteur stratégique pour le Maroc, notamment en matière de création d'emplois pour les jeunes. Des partenariats dans ce sens sont signés avec l'objectif de faire du royaume l'une des meilleures destinations technologiques et techniques en Afrique. Thales, un groupe d'électronique français spécialisé dans l'aérospatiale, la défense, la sécurité et le transport terrestre, va investir plus de 350 millions de dirhams (33,3 millions de dollars) dans le secteur de la cybersécurité au Maroc, nous apprend We Are Tech. Un mémorandum d'entente relatif à un projet d'investissement dans le secteur de l'outsourcing a été signé, jeudi 22 décembre, entre la ministre de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, Ghita Mezzour et le président directeur général de la société Thales Holding Maroc, Hicham Alj. A travers le mémorandum, Thales entend mettre sur pied un centre nearshore pour servir ses clients à l'international, ce qui permettra de créer près de 150 emplois directs à forte valeur ajoutée dans le pays. Sur Twitter, Ghita Mezzour a déclaré que ce protocole d'accord vient « renforcer la position du royaume du Maroc en tant que pôle économique régional » et porte le bilan des emplois créés grâce aux partenariats depuis novembre 2021 dans le secteur numérique à plus de 15 800 emplois, pour un investissement global d'un milliard et 10 millions de dirhams. Ces deux dernières années, le Maroc a multiplié les partenariats dans le domaine du numérique. Des milliers de nouveaux emplois directs et stables sont prévus dans plusieurs villes du pays en vue de la construction et l'équipement d'écoles numériques et de codage, de pôles d'innovation, ainsi que la création de plateformes régionales pour le développement de programmes de formation en upskilling et reskilling. Ces partenariats renforcent ainsi davantage la place du numérique dans l'économie du pays comme étant l'un des pourvoyeurs les plus importants d'emploi pour les jeunes et un levier de développement régional. Selon Hicham Alj, le futur centre nearshore permettra de s'adresser directement au marché de la cybersécurité en Afrique, mais aussi d'assister le groupe dans ses projets internationaux. « Cet accord renforce notre présence de plus de quarante ans dans le royaume et nous prévoyons l'ouverture d'une nouvelle antenne à Casablanca en 2023 » a-t-il déclaré

Gabon**La construction des centrales hydroélectriques FE2 et Impératrice Eugénie va nécessiter 453 millions \$**

D'ici 2025, le Gabon veut porter sa puissance électrique installée à 1280 MW contre 725 MW actuellement. Pour atteindre son objectif, le pays compte s'appuyer, entre autres ressources renouvelables, sur son important potentiel hydroélectrique. A l'arrêt depuis plusieurs années, les travaux de construction des centrales hydroélectriques de l'Impératrice Eugénie (88 MW) sur la rivière Ngounié et du FE2 (36 MW) sur la rivière Okano à Mitzic pourraient bientôt redémarrer. Un accord tripartite entre l'Etat gabonais et les entreprises Coder et CGGC, chargées de financer et matérialiser ce projet, a été signé le mardi 15 mars à Libreville, rapporte Le Nouveau Gabon. A travers cet accord, la Compagnie de développement des énergies renouvelables (Coder) s'engage à mettre à la disposition de la CGGC (China Gezhouba groupe corporation), les fonds nécessaires pour réaliser ces infrastructures. « Quand nous avons des concessions, notre rôle est la mobilisation des ressources. Nous allons mobiliser environ 270 milliards FCFA [452,7 millions \$, Ndlr] pour donner aux Chinois qui vont être les sous-traitants pour la construction des ouvrages. Et ensuite, la société Coder va les exploiter pendant une trentaine d'années, selon la durée de la concession », a indiqué Traoré Manton, représentant Coder lors de la signature de cet accord. Le redémarrage du projet de construction de ces centrales était attendu depuis plusieurs années au Gabon. « C'était un dossier attendu depuis de longues années, et qui a connu quelques péripéties dans son développement », a affirmé le ministre de l'Energie Alain Claude Bilie-By-Nze. En fait, c'est en 2010 que l'Etat gabonais a signé avec Coder une convention pour la construction de ces deux centrales dans le but de valoriser le potentiel hydroélectrique des deux chutes de l'Impératrice Eugénie, et du FE2. Mais, quelques années plus tard, l'Etat va résilier ce contrat avec Coder, l'accusant de ne pas respecter les termes dudit contrat et de faire preuve d'immobilisme. Mais avec le nouveau contrat, « il s'est agi de nous asseoir avec les entreprises Coder et CGGC afin de définir les nouvelles modalités pour redémarrer ces projets », a affirmé le ministre de l'Energie. La construction des deux centrales hydroélectriques va accroître l'offre énergétique du Gabon. Celle qui est construite au niveau des chutes FE2 sur la rivière Okano va permettre d'améliorer l'électrification de la région du Woleu Ntem avec une interconnexion au réseau électrique de Libreville. La centrale de l'Impératrice Eugénie, quant à elle, va alimenter en énergie les principaux pôles industriels et les localités situées sur l'axe Fougamou-Lambaréné-Libreville.

Ecofin du 01 Janvier 2023

BRVM 10	166,93	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 249 jeudi 29 décembre 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	201,50
Variation Jour	↓ -0,10 %		Variation Jour	↓ -0,14 %
Variation annuelle	↑ 8,74 %		Variation annuelle	↓ -0,39 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 065 098 160 238	-0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 928 092	472,34 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	656 077 053	1,29 %
Nombre de titres transigés	37	-2,63 %
Nombre de titres en hausse	9	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	16	-11,11 %
Nombre de titres inchangés	12	50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 903 972 512 565	-0,03 %
Volume échangé	35 324	301,68 %
Valeur transigée (FCFA)	359 605 130	308,89 %
Nombre de titres transigés	11	37,50 %
Nombre de titres en hausse	7	600,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	2	-71,43 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	945	7,39 %	-1,56 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 630	6,89 %	-2,98 %
SICOR CI (SICC)	5 405	1,41 %	5,57 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 965	1,41 %	-5,37 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 200	1,27 %	-23,81 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 295	-7,50 %	-26,00 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	685	-7,43 %	-10,46 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	675	-5,59 %	-24,58 %
UNIWAX CI (UNXC)	720	-4,00 %	-64,00 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 500	-1,96 %	12,92 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,27	-0,95 %	-6,21 %	23 164	65 199 810	27,15
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	478,54	0,17 %	6,61 %	32 262	302 749 870	8,95
BRVM - FINANCES	15	76,01	-0,22 %	-1,45 %	2 852 146	207 494 413	7,37
BRVM - TRANSPORT	2	340,51	-0,70 %	-45,27 %	5 068	6 788 395	5,43
BRVM - AGRICULTURE	5	285,43	0,32 %	17,31 %	11 467	68 543 530	5,41
BRVM - DISTRIBUTION	7	356,10	-0,22 %	-12,60 %	3 760	5 056 535	25,24
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 264,73	0,00 %	40,41 %	225	244 500	12,31
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,98	
Taux de rendement moyen du marché	7,48	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,63	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	110	
Volume moyen annuel par séance	965 674,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 849 668 963,03	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	28,55	
Ratio moyen de satisfaction	88,63	
Ratio moyen de tendance	310,42	
Ratio moyen de couverture	32,21	
Taux de rotation moyen du marché	0,28	
Prime de risque du marché	6,63	
Nombre de SGI participantes	30	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de couverture

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

S&I BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
sgjifs@biic-financialservices.com

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion

Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU
(97 720 976)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Aurélie Adam Soulé Zoumarou sur la Connectivité au Bénin

« Nous devons travailler à développer des services abordables pour les populations »

L'internet s'avère l'une des denrées importantes pour le développement. Le Bénin sur ce chemin fournit d'importants efforts, ce qui a permis d'améliorer le taux de pénétration qui atteint aujourd'hui 69%. Le gouvernement entend travailler à continuer par améliorer ce taux et surtout offrir des services abordables aux populations.

Que représente la contribution du secteur numérique dans le PIB du Bénin ?

Aurélie Adam Soulé Zoumarou : Cela reste difficilement quantifiable, car le numérique est tellement transversal qu'il faut mettre en place un certain nombre d'éléments pour prendre en compte l'envergure du secteur dans le PIB. Cette démarche est actuellement en cours. Depuis l'accession au pouvoir du Président Patrice Talon, si l'on se réfère au premier Programme d'actions du gouvernement (PAG1) qui couvre la période de 2016 à 2021, il était prévu que le secteur génère 90.000 emplois et nous avons dépassé cet objectif.

Dans le PAG2, avec la création d'entités importantes, comme le troisième opérateur mobile au Bénin, qui est un vrai catalyseur de l'écosystème, le nombre d'emplois créés, sera encore plus important. En effet en plus de MTN et MOOV, nous sommes désormais dotés d'un troisième opérateur mobile, CELTIS lancé il y a 2 mois environ. Nous ne laisserons personne de côté sur le segment de la connectivité et des services numériques.

De quelle façon se structure la dématérialisation des services administratifs au Bénin ?

La plupart des services gouvernementaux sont digitalisés ou en voie de l'être. L'Agence des Systèmes d'Informations et du Numérique (ASIN) qui exerce sous le contrôle du Ministère du Numérique et de la digitalisation, assure la mise en œuvre technique et opérationnelle de la politique de dématérialisation des services publics, en accompagnant les services techniques des autres ministères sectoriels dans le développement des e-services liés à leurs métiers.

Grâce aux efforts consentis par l'ensemble des acteurs, on compte aujourd'hui sur le portail national des services publics du Bénin, 1.052 services administratifs accessibles en ligne pour lesquels des milliers de requêtes sont reçues chaque jour de la part des populations. Plusieurs actes administratifs sont délivrés aux citoyens via cette plateforme sans le moindre déplacement de leur part, grâce à la connectivité.

Ne pas disposer d'une bonne connectivité au Bénin n'est pas envisageable pour le gouvernement, donc nous travaillons pour assurer aux Béninois une connectivité de qualité, disponible et à des prix raisonnables afin de faciliter l'accès aux services de l'Etat.

Le Bénin dispose aujourd'hui d'environ 2.500 km de fibre optique, le taux de pénétration d'Internet est passé de 20 % en 2015 à 53 % en 2019. Quels sont vos objectifs actuels ?

A ce jour, le taux de pénétration Internet est de 69% et nous avons l'intention d'aller au-delà. C'est une chose que la connectivité soit disponible, il en est une autre que ceux qui sont couverts y aient effectivement accès. En la matière, le coût d'accès peut être parfois un frein. Il ne s'agit donc plus seulement de rendre disponible la connectivité, mais d'identifier les freins à l'accès.

Nous travaillons concomitamment sur la question avec tous les fournisseurs de solutions, et les partenaires au développement. Nous avons construit une approche dynamique qui ne repose pas uniquement sur l'aspect technologique. Car, faire de la technologie pour la forme ne nous intéresse pas. L'utilisateur demeure au centre de toute notre approche. Les Béninois doivent avoir accès aux infrastructures ainsi qu'aux services.

Précisément, comment travaillez-vous pour rendre l'Internet accessible à un meilleur coût ?

Un accès à la fibre à domicile, lorsque vous êtes dans une zone éligible, coûte 30 000 francs CFA (45 euros, ndlr). L'abonnement pour l'accès ADSL revient à 17 000 francs CFA (25 euros, ndlr), auquel s'ajoutent les frais d'installation (selon les distances par rapport aux points de présence de l'opérateur), qui varient de 0 à 70 000 francs CFA, soit l'équivalent de 106 euros.

Nous avons récemment relevé le niveau du salaire moyen au Bénin, ce qui contribuera à améliorer davantage l'accessibilité.



sibilité.

L'Alliance pour l'Internet Abordable (Alliance for Affordable Internet) considère qu'un citoyen ne doit pas payer plus de 5% de son salaire pour avoir accès à la connectivité. Ces ratios sont largement dépassés sur le continent africain, car nous ne sommes pas propriétaires des industries. Nous sommes pourtant sur un secteur de capital intensif qui demande beaucoup de ressources financières et qui nécessite un modèle économique pour être soutenable. Parallèlement, nous devons travailler à développer des services abordables pour les populations. C'est à cette équation entre technicité et accessibilité que nous nous attelons.

Concrètement, comment ces freins se répercutent-ils dans le quotidien des Béninois ?

Lorsqu'un usager doit venir chercher un document dans l'administration publique, et qu'il doit parfois parcourir par exemple 500km, cela lui génère des frais de transport et demande de l'énergie, sans compter les risques associés au déplacement. Il perd également du temps compte tenu de certaines lourdeurs administratives qui peuvent subsister. Avec le portail national de services www.service-public.bj, il peut désormais demander son document en ligne sans se déplacer, et le recevoir à domicile. C'est une économie de temps et d'argent. Il ne faut pas seulement prendre en compte le coût relatif à l'accès, mais considérer toute l'économie réalisée sur toute la chaîne.

Quels sont les premiers résultats observés suite à la construction de Sèmè City, la Silicon Valley béninoise ?

Sèmè City représente un programme phare d'innovation et de savoirs. Il comprend plusieurs volets notamment : « formation », « recherche » et « innovation ». Grâce à cette agence, le Bénin a développé des partenariats avec des Universités de renommée mondiale, qui forment les ingénieurs à Cotonou comme Epitech ou l'école de design de Nantes qui dispose d'un Campus local sur Sèmè City.

Au niveau de la recherche et de l'innovation, nous avons plusieurs projets majeurs en cours et en matière d'écosystème pour les startups, nous disposons du Made in Africa, qui favorise la création locale. Ce programme a déjà permis de sélectionner plusieurs startups et de les accompagner, notamment au niveau de leur modèle économique. Il s'agit d'en faire des entreprises pérennes. Un bâtiment nommé Sèmè One à Cotonou abrite déjà plusieurs programmes et la cité va s'étendre, avec la construction prochaine d'un grand campus dans la ville historique de Ouidah.

De quelles façons accompagnez-vous les startups béninoises ?

Le gouvernement accompagne les startups béninoises à plusieurs niveaux. Certaines startups béninoises comme REMA (la plateforme médicale qui connecte les personnels de Santé, ndlr), ont même bénéficié d'un accompagnement personnalisé lors de compétitions internationales, notamment en Tunisie en 2019. Cette startup a remporté le 2e prix du concours cette année-là. Au lendemain de cette compéti-

tion, REMA a bénéficié du soutien du gouvernement béninois pour développer ses activités (...).

En 2021, 11 startups béninoises ont bénéficié de fonds d'amorçage à travers le financement Oumandera. La promotion de nos startups à l'international est un engagement réel. Au niveau de la loi de finances, nous avons voté des facilités spécifiques pour ces startups. Elles ne payent qu'une partie des impositions par exemple. Est-ce que tout est parfait ? Pas encore, mais nous progressons rapidement.

Depuis octobre 2022, le Bénin s'est doté d'une école des métiers du numérique. Quelles sont ses ambitions ?

Effectivement, elle a formé sa première cohorte d'étudiants. Nous avons démarré avec les formations de techniciens d'intervention télécoms, car nous avons plusieurs projets de déploiement de la fibre au Bénin, qui nécessitent une main-d'œuvre qualifiée (...).

L'expertise est la clé du succès. Nous pouvons aller la chercher partout dans le monde à condition qu'elle soit couplée à un transfert de compétences, ne serait-ce que pour maintenir les infrastructures localement. C'est pour cela qu'il est important d'avoir des écoles comme celle des métiers du numérique, qui forme en 2 ou 3 mois, des profils techniques. De plus, cela nous coûte moins cher que d'importer de la main-d'œuvre qualifiée de l'étranger.

Sur quels leviers repose la lutte contre la cybercriminalité au Bénin ?

L'ex-ANSSI-Bénin (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, ndlr), qui relève de la mise en place d'un code du numérique, a permis de structurer plusieurs initiatives de lutte contre la cybercriminalité, comme la création du centre de réponse aux incidents. Nous avons récemment redéfini les contours de la stratégie nationale de sécurité numérique en fusionnant l'ANSSI avec l'Agence du développement du numérique, l'Agence des services et systèmes d'information et l'Agence béninoise du service universel des communications électroniques et de la poste, dans une structure unique, à savoir l'Agence des systèmes d'information et du numérique.

Cette agence s'occupe d'opérationnaliser des projets numériques et d'assurer la sécurité, tout en asseyant une confiance numérique nationale. Il s'agit d'un mandat régalié important que nous poursuivons à travers plusieurs actions. Nous prenons la question de la cybersécurité très au sérieux. Les menaces sont multiformes et changent au quotidien, nous n'avons donc pas le choix.

Quels sont les principaux projets infrastructurels en cours ?

Nous allons bientôt démarrer la phase opérationnelle d'un projet d'extension de la fibre optique du backbone, dans la partie ouest du pays, et assurer la sécurisation des boucles. Nous sommes aussi engagés dans la transformation numérique des collectivités locales. Il est important de décentraliser nos services pour le bénéfice du plus grand nombre (...). Nous sommes aujourd'hui dotés d'une stratégie nationale pour l'intelligence artificielle et les Big Data car le Bénin veut s'inscrire sur la carte des pôles de l'IA, avec des solutions inclusives dans l'éducation, l'agriculture ou encore les transports. Nous allons poursuivre la transformation digitale des secteurs vitaux comme ceux de la santé ou de la justice.

Nous sommes aujourd'hui à Genève aux ATDA 2022 (Assises de la transformation digitale en Afrique). Qu'attendez-vous de la Suisse sur le segment du numérique (entretien réalisé le 14 décembre 2022) ?

La Suisse est un pays qui prend la cybersécurité très au sérieux, tout comme le Bénin. Nous avons la possibilité de nouer des partenariats pour renforcer cette coopération mondiale autour de la cybersécurité. Par ailleurs, le Bénin délivre des cartes d'identité biométriques qui sont des concentrés de technologie. La question de l'identité numérique est inscrite au code du numérique promulgué en 2018 or, la Suisse a beaucoup travaillé sur la question.

Source externe

Eglise Catholique romaine

Décès de Benoît XVI, pape Emérite à 95 ans

Benoît XVI, pape émérite de l'Eglise Catholique romaine, le 265^e est mort le samedi 31 décembre 2022 à l'âge de 95 ans. Le pape avait dirigé l'Eglise catholique de 2005 à 2013, huit années marquées par de multiples révélations d'abus sexuels commis sur des enfants. Il a été le premier souverain pontife à renoncer à son saint office en six siècles. Ses funérailles auront lieu le 5 janvier au Vatican et seront présidées par le pape François.

Le pape émérite Benoît XVI s'est éteint, samedi 31 décembre, au monastère Mater Ecclesiae, au cœur des jardins du Vatican, où il vivait depuis sa renonciation. "J'ai la douleur de vous annoncer que le pape émérite, Benoît XVI, est décédé aujourd'hui à 09 h 34. D'autres informations vous seront communiquées dès que possible", a annoncé dans un communiqué le directeur du service de presse du Saint-Siège, Matteo Bruni. Sa renonciation en 2013 avait pris le monde entier par surprise. Quelques heures après sa mort, le pape François a rendu hommage à son prédécesseur, saluant une "personne si noble, si gentille". "Nous ressentons tant de gratitude dans nos cœurs", a déclaré le pape argentin lors d'une cérémonie à la basilique Saint-Pierre de Rome, soulignant "ses sacrifices offerts pour le bien de l'Eglise". Âgé de 95 ans, Benoît XVI, de son vrai nom Joseph Ratzinger, était apparu de plus en plus fragile ces derniers mois, se déplaçant en chaise roulante, mais continuant de recevoir des visiteurs. Les photos de sa dernière visite



reçue le 1er décembre montraient un homme frêle et visiblement affaibli. Ces derniers jours, sa santé s'était encore dégradée. Le pape François avait annoncé mercredi 28 décembre que son prédécesseur était "gravement malade" et qu'il priait pour lui. Une messe à son intention avait ensuite été célébrée vendredi en fin d'après-midi à la basilique Saint-Jean-de-Latran, à Rome. Mes pensées vont aux catholiques de France et du monde, endeuillés par le départ de Sa Sainteté Benoît XVI, qui œuvra avec âme et intelligence pour un monde plus fraternel. Son corps sera exposé à partir de lundi matin dans le cadre solennel de la basilique Saint-Pierre pour

permettre aux fidèles de le saluer. Les funérailles du 265^e pape auront lieu le 5 janvier au Vatican et seront présidées par le pape François, un événement inédit dans l'histoire deux fois millénaire de l'Eglise catholique auquel des dizaines de milliers de personnes pourraient assister, dont des chefs d'Etat. Son décès met fin à la cohabitation insolite de deux hommes en blanc : l'Allemand Joseph Ratzinger, brillant théologien peu à l'aise avec les bains de foule, et l'Argentin Jorge Bergoglio, jésuite doté d'une parole incisive qui a voulu remettre les pauvres et les migrants au centre de la mission de l'Eglise.

France24

SOCIAL

Egypte : 500 millions \$ de la Banque mondiale pour un programme de protection sociale

Alors que le pays le plus peuplé du monde arabe subit de plein fouet les contrecoups du conflit russo-ukrainien, l'institution financière multilatérale prévoit une inflation à deux chiffres et une augmentation du taux de pauvreté lors de l'exercice 2022-2023. La Banque mondiale a accordé à l'Egypte un financement de 500 millions \$ pour soutenir un programme de protection sociale, a annoncé le ministère égyptien de la Coopération internationale dans un communiqué publié vendredi 23 décembre. Baptisé « Takaful & Karama » (Solidarité et dignité

en arabe), ce programme vise à améliorer la résilience des couches sociales vulnérables aux chocs externes et aux crises économiques mondiales à travers des transferts financiers directs et le financement de projets d'inclusion économique et d'autonomisation, a-t-on précisé de même source. « Le financement de la Banque mondiale servira à renforcer les capacités des couches vulnérables de la société à accéder à des opportunités d'emploi, à améliorer leurs compétences à travers des formations et à consolider leur inclusion financière », a déclaré la ministre de la Coopération internationale, Rania Al-

Mashat (photo), citée dans le communiqué. La ministre a indiqué que le financement devrait aussi renforcer les capacités institutionnelles du gouvernement dans le domaine de la mise en œuvre des filets de protection sociale, en lui fournissant un soutien technique et des investissements pour l'enregistrement, le contrôle et la vérification des transferts financiers et des systèmes de comptabilité. Elle a par ailleurs révélé que le programme « Takaful & Karama » a couvert 3,7 millions de familles vulnérables depuis son lancement en 2015.

Agence Ecofin

Club saoudien d'Al-Nassr

En Arabie saoudite, la « Ronaldomania » a débuté

Les ventes de maillots s'envolent et le nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux du club a explosé en quelques heures. Sur Instagram, ils sont ainsi passés de 800.000 à quatre millions.



Cristiano Ronaldo n'est joueur du club saoudien d'Al-Nassr que depuis quelques heures, mais déjà Abdulmohsen al-Ayyban et son fils, comme beaucoup d'autres, ont acheté le maillot de leur équipe favorite floqué du nom de la star portugaise et de son emblématique N.7. « On vit un moment historique », s'enthousiasme Abdulmohsen al-Ayyban, 41 ans, qui attend avec son fils Nayef, 9 ans, le fameux maillot bleu et jaune dans le magasin officiel du club bondé de fans. Ce renfort de choix « va faire monter le niveau du championnat saoudien », assure-t-il, persuadé, comme nombre de ses compatriotes que la présence de Ronaldo va créer une émulation qui va permettre à l'Arabie saoudite de décrocher l'organisation de la Coupe du monde 2030. Nayef, lui, n'a d'yeux que pour son club. « J'ai toujours voulu qu'Al-Nassr recrute le meilleur joueur du monde », dit-il. « Maintenant que c'est fait, poursuit-il, je vais assister à tous ses matches au stade ». Si Ronaldo, 37 ans, a paraphé à Madrid son contrat de deux saisons et demie avec Al-Nassr et un salaire mirobolant de 200 millions d'euros, le quintuple Ballon d'Or devrait rejoindre rapidement ses nouveaux coéquipiers. Dès jeudi, selon un responsable qui s'exprime sous couvert d'anonymat, tant la question est sensible dans le pays qui fait une entrée en fanfare sur la carte du foot mondial avec ce trans-

fert retentissant.

« Jamais vu ça »

Pour beaucoup dans le royaume, 2022 est décidément l'année du foot saoudien : « CR7 » va bientôt jouer dans le Championnat d'Arabie saoudite et la sélection nationale s'est payé le luxe de battre (2-1) lors de son premier match du Mondial-2022 au Qatar l'Argentine de Lionel Messi, future championne du monde. Dès vendredi, alors que dans la presse saoudienne commençait à fuiter la signature imminente de Ronaldo, le magasin d'Al-Nassr a commencé à être pris d'assaut par des fans saoudiens, mais aussi expatriés libanais, égyptiens ou chinois, raconte son patron, Abdelqader. « Je n'ai jamais vu ça de ma vie », dit-il, éberlué face aux stocks qui ont fondu, forçant des clients à venir avec leur propre maillot pour uniquement ajouter le flocage. Au vu de l'affluence, la plupart devront attendre jusqu'à deux jours pour récupérer la précieuse tunique, prévient-il. « Je suis fan de Ronaldo depuis que je suis tout petit, et maintenant le club saoudien que je supporte l'a acheté : je suis doublement content », se félicite Mohammad al-Johni, étudiant de 23 ans. « Cet achat confirme l'importance d'Al-Nassr, veut croire Rakan Mohammad,

21 ans et lui aussi étudiant à l'université. L'impatience et les attentes sont au maximum ».

« Pour les livres d'histoire »

Sans club depuis la résiliation de son contrat avec Manchester United fin novembre, le quintuple vainqueur de la Ligue des champions, passé par Manchester United (2003-09 et 2021-22), le Real Madrid (2009-18) et la Juventus Turin (2018-21), a pris tout le monde à contrepied. Et Al-Nassr commence déjà à en sentir les effets : le nombre de ses abonnés sur les réseaux sociaux a explosé en quelques heures. Sur Instagram, ils sont ainsi passés de 800.000 à quatre millions. « On a senti l'impact de ce recrutement avant même que Ronaldo n'arrive en Arabie saoudite et ça va continuer à grossir », assure Ahmed Al-Zabani, 19 ans. Sur Instagram, certains exploitent déjà à plein le filon : « le rêve est devenu réalité », proclame ainsi un magasin qui imprime des T-shirts Ronaldo aux couleurs d'Al-Nassr. Au-dessous du post, des clients se pressent, précisant leur taille pour leur commande. Au milieu de l'effervescence, sur Twitter, un internaute saoudien réfléchit déjà à l'avenir. Sous la photo de Ronaldo montrant son nouveau maillot d'Al-Nassr, il a écrit en légende : « une image pour les livres d'histoire ».

20munites



MEILLEURS VOEUX 2023

2022 a été une année exceptionnelle pour nous avec le lancement des activités mobile et mobile money du 1^{er} opérateur global du Bénin sous la marque Celtiis. Vous avez été à nos côtés à chaque étape de cette belle aventure et à l'orée de ce nouvel an nous tenons à vous en remercier.

2023, s'annonce avec de nouveaux défis qui nous motivent au quotidien. Vous pouvez compter sur nous pour continuer à vous accompagner afin d'écrire ensemble de plus belles pages de notre projet commun d'un Bénin plus connecté et plus digital.

Fructueuse et Heureuse année 2023.

CELTIS,
Bienvenue chez vous !
1^{er} opérateur global du Bénin

